

Comité social d'administration Ministériel du 23 septembre 2026

Madame la Secrétaire générale, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Le 29 septembre, dans moins d'une semaine, les agents des services publics manifesteront partout en France, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales. Au MAASA comme dans tous les établissements où travaillent nos collègues, les motivations sont très faciles à comprendre comme nous allons le voir.

Un été qui au cœur de l'urgence climatique

L'été 2026 restera marqué par des épisodes de canicule, de sécheresse et d'incendies d'une intensité exceptionnelle. Trois épisodes de chaleur ont représenté à eux seuls 53 jours de vagues de chaleur entre mi-juin et fin août, et ce n'est pas terminé. L'Enseignement agricole a particulièrement souffert en juin, période d'examens durant laquelle peu ou pas de mesures ont été prises pour apporter un minimum de confort aux candidats et à l'ensemble des acteurs.

Les conséquences sont déjà lourdes sur l'agriculture, sur l'activité économique en général, mais également sur la santé de la population, et notamment celle de vos agents.

Pour ce qui concerne l'agriculture, le gouvernement a annoncé début septembre un plan de soutien de plus d'un milliard d'euros aux exploitations agricoles. Mais derrière ces annonces, ce sont bien les agents du ministère, dans les DRAAF, les DDT(M), les DDPP, les opérateurs et les autres services, qui sont chargés d'instruire, d'accompagner, de contrôler et de mettre en œuvre les dispositifs d'urgence dans des délais irréalistes.

FO Agriculture salue une nouvelle fois l'engagement total de nos collègues face à cette crise, mais cette mobilisation des agents ne peut pas être considérée comme une variable d'ajustement permanente !

La charge de travail, les conditions d'exercice, les moyens matériels et l'accompagnement des personnels doivent être pris en compte factuellement, et pas uniquement par la mise en place d'une cellule d'accompagnement. Les premières instructions concernant le plan CASI (Climat Adaptation Sécheresse Incendies) mettent déjà le feu dans les services : payer avant le premier octobre des aides qui nécessiteraient une instruction, sans outil numérique adapté ni consignes claires, est encore et toujours une manière de parer à l'urgence au détriment de l'humain.

Si **FO Agriculture** est bien placée pour comprendre l'état d'urgence dans lequel se trouvent certaines exploitations agricoles, au-delà de la mise en place d'une cellule d'appui, nous vous demandons pour le moins :

- De donner des instructions sans ambiguïté sur les conditions exceptionnelles de dérogation aux procédures d'instruction, ainsi que sur la déresponsabilisation juridique des agents en cas d'anomalie d'instruction due à l'urgence.
- D'annoncer officiellement le report en conséquence des autres échéances auxquelles devraient être soumis les services concernés.

Toujours plus de missions, toujours moins de marges, et encore des restructurations...

Réorganisations ou délégations hasardeuses décidées de l'extérieur, restructuration des SIVEP laissant craindre des engagements non tenus, gestion des situations de crises avec une charge de travail croissante et une perte de sens pour certains métiers... un inventaire exhaustif nous prendrait la matinée !

Les emplois en CDD dédiés à la Dermatose nodulaire contagieuse bovine, notamment pour le suivi de la vaccination, seraient désormais comptabilisés dans les dotations d'objectifs, sans que les directions en aient été informées. Ce changement de doctrine impacte les dotations d'objectifs des structures, qui se retrouvent dans l'impossibilité de renouveler les postes des agents partant à la retraite ou en mobilité. Une nouvelle fois, les économies budgétaires se font au détriment des effectifs qualifiés et des conditions de travail des agents.

Le transfert des agents FEADER au 1er janvier 2027 en est un autre exemple. **FO Agriculture** demande la garantie effective du maintien de leur rémunération, y compris indemnitaire. Nous signalons particulièrement la Région Occitanie où cela semble remis en question.

Concernant l'Enseignement Agricole

La rentrée 2026 devait être plus sereine que celle de 2025, mais les cyberattaques et les aléas informatiques en ont décidé autrement. Nombre de nos collègues n'ont pas pu accéder à leur boîte mail pour pouvoir organiser correctement la rentrée. Dans le même temps, la loi sur l'interdiction de l'usage du téléphone portable pour les apprenants est entrée en vigueur. En même temps, l'usage des portables personnels des agents dans l'exercice de leurs fonctions s'imposerait désormais à tous. Il est donc urgent de mettre en place a minima une compensation financière ou une solution technique alternative.

Par ailleurs, certaines régions ont subi et continuent à subir de fortes chaleurs. Des agents souffrent dans l'exercice de leurs missions, il est urgent de revoir les conditions d'accueil et de prévoir l'adaptation au réchauffement climatique.

De plus, le dispositif du Pacte enseignant, présenté comme un outil de revalorisation et d'attractivité du métier, voit une nouvelle fois son volume réduit de 15% après avoir subi une première baisse d'un tiers en 2025.

FO Agriculture a toujours dénoncé ce dispositif non pérenne et continue de demander des augmentations de salaire sans travail supplémentaire.

Enfin, les contractuels dans la plupart des services ont été revalorisés, pourquoi les contractuels de l'enseignement technique ont-ils été oubliés dans ce processus ?

Des annonces gouvernementales malsaines et dangereuses

Le Gouvernement nous demande « en même temps » de répondre aux conséquences des crises climatiques et de poursuivre la maîtrise de la dépense publique. Le 11 septembre, 1,3 milliard d'euros de mesures de redressement ont ainsi été annoncés pour 2026. Les perspectives pour 2027 sont quant à elles plus sombres de jour en jour.

Le discours malhonnête du « faire plus avec moins » nuit gravement la santé des personnels et doit cesser immédiatement.

Parlons maintenant **d'un autre discours malhonnête et dévastateur** : Le Premier ministre déclarait, en faisant allusion au gel du point d'indice, que les fonctionnaires ne seraient pas augmentés en 2027...

Dit comme cela, le commun des mortels peut trouver ça normal dans le contexte financier actuel, **mais ce n'est pas de cela dont il s'agit !**

Avec la suspension de la GIPA et des mesures catégorielles, les annonces, fantaisistes (ou pas) dans certaines DRAAF et DDI (nous y reviendrons dans les questions diverses) de réductions du CIA, **un Premier ministre "honnête" aurait osé dire que le salaire des fonctionnaires connaîtra une nouvelle baisse en 2027 par rapport au coût de la vie !**



Au MAASA, la baisse du CIA est déjà signalée par plusieurs agents en cette année 2026. Un certain nombre d'agents contractuels de catégorie A ont également perçu une part variable inférieure à celle correspondant à leurs objectifs évalués à 100 %.

L'administration doit dire clairement si l'enveloppe globale a diminué et pourquoi.

Des pratiques managériales à corriger d'urgence

FO Agriculture a été interpellée par de nombreuses remontées de terrain faisant état d'un management fondé sur le contrôle et la suspicion systématique (horaires, arrêts maladie, temps de repas) plutôt que sur la confiance et le dialogue. Ces pratiques s'accompagnent parfois d'interprétations restrictives, voire contestables, des règles de remboursement des frais de déplacement, ou d'aménagements de cycles de travail qui interrogent sur le respect des droits liés à la pénibilité ou à des situations individuelles particulières.

FO Agriculture rappelle qu'une autorité hiérarchique ne tient que si elle reste légitime aux yeux des agents fondée sur l'écoute, l'exemplarité et la reconnaissance du travail accompli. Lorsqu'elle se réduit au contrôle et à la contrainte, elle ne renforce rien : elle en signe l'échec, au prix d'un désengagement croissant, de départs en mutation et d'une perte de compétences que plusieurs services peinent déjà à compenser.

Je vous remercie de votre attention.

*L'équipe **FO Agriculture***



Être solidaires et avancer ensemble
Résister - Revendiquer - Reconquérir

Suivez toute l'actualité sur notre site : fo-agriculture.fr

